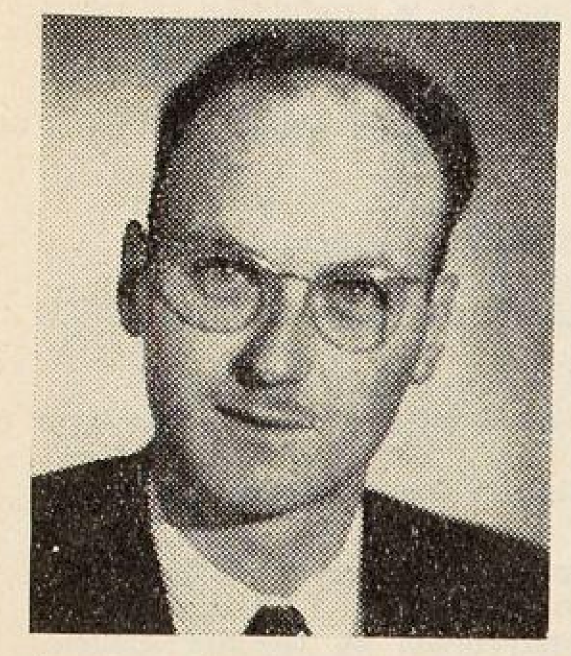


M. R. P. Département de Maine-et-Loire **M. R. P.**

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
DU 23 NOVEMBRE 1958
4e Circonscription (Saumur-Sud)

Électrices, Électeurs,

Par la presse, vous aviez appris que M. LIGOT, docteur en Droit, devait dans cette circonscription défendre les idées du Mouvement Républicain Populaire. Le destin ne l'a pas voulu ; blessé dans un accident d'automobile, on fit appel à l'homme qui a la lourde charge aujourd'hui de solliciter vos suffrages.

Habitué à ne pas me dérober à mon devoir, j'ai répondu « présent ».

Présent aujourd'hui comme hier. A 18 ans je répondis « présent » pour servir mon pays et mon idéal dans les rangs de la Résistance.

Présent, en m'engageant dans l'armée.

Présent, en acceptant au sein d'organismes de jeunesse des charges et des responsabilités d'action qui m'entraînèrent, en 1951 et 1952, à siéger, aux côtés de représentants belges et algériens, comme membre élu et responsable fédéral au Conseil National de l'A.C.J.F., à Versailles.

Présent, en devenant Conseiller municipal à Yerres, en Seine-et-Oise, et en me consacrant aux problèmes du logement, des jeunes, des petits retraités.

Depuis, dans mes activités sociales, professionnelles, politiques, culturelles, j'ai gardé la même devise : « Présent pour le devoir ».

Je pense que mon passé m'autorise à accepter les charges que vous me confierez et à les mener à bien.

EN VOTANT M.R.P. VOUS VOUDREZ AFFIRMER :

— Votre respect de la Pensée et de la Personne humaine ;
— Votre volonté de sauvegarder la Liberté, de défendre les droits de la famille ;
— Votre opposition au Marxisme oppresseur ;
— Votre détermination à maintenir la France dans le camp des Démocraties ;
— Votre résolution que notre Pays s'engage dans la voie du progrès social, dans l'indépendance nationale et dans la Paix.

Aujourd'hui, avec M. Fernand ANGIBAULT, ancien député, maire de Saumur, je me présente à vos libres suffrages.

Notre Union, fondée sur des conceptions communes, a un double sens :

— **Concilier** les intérêts urbains et ruraux, harmoniser leurs rapports pour le bien général de tous les travailleurs ;
— **Promouvoir** les solutions indispensables à l'expansion, à la vie économique de nos communes, et à l'avenir de notre Agriculture.

Préoccupés, comme vous-mêmes des destinées de notre Pays, nous ne voudrions pas le voir traverser une nouvelle crise qui le conduirait à la guerre civile.

L'Union des « Oui » du 28 septembre doit être aujourd'hui l'Union des Cœurs, et doit demain se traduire à l'Assemblée Nationale et au futur Gouvernement pour faire face aux grandes tâches qui attendent la Ve République.

Notre vocation doit être d'unir tous ceux qui, ayant répondu « Oui », attachés à la Liberté et à la Patrie, doivent travailler ensemble à l'œuvre commune. Aussi, ne pouvons-nous être d'accord avec ceux qui lancent des exclusives et cherchent à opposer les Français les uns aux autres.

C'EST POURQUOI je travaillerai :

A ETABLIR EN ALGERIE UNE PAIX FRANÇAISE, fondée sur la Justice, telle que l'a définie le général de GAULLE.

C'est celle que le M.R.P. avait toujours préconisée, puisque basée sur la personnalité algérienne et son indissoluble Association avec la Métropole.

A CONSTRUIRE OUTRE-MER LA COMMUNAUTE DES PEUPLES LIBRES, expérience sans précédent dans l'Histoire, qu'il faut réussir, car il n'est pas, pour le monde libre, de danger plus redoutable que la mobilisation des Jeunes Nationalismes africains au service du Communisme.

A DEVELOPPER EN EUROPE l'œuvre d'unification européenne lancée par Robert SCHUMAN.

A INSTALLER DEFINITIVEMENT LE MARCHE COMMUN seul capable d'offrir à notre Agriculture, comme à notre Industrie et à notre Commerce, les meilleures chances de Progrès et de Développement.

A DEFENDRE LA PAIX en demandant notamment le Désarmement atomique, et la création du Pool atomique européen pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Mais, si nous voulons que la France atteigne ces objectifs, il en est d'autres qu'elle doit déterminer.

Des options sont à prendre aujourd'hui qui, selon le choix que feront les Electrices et les Electeurs, **conduiront vers l'expansion ou la stagnation.** Quant à nous, nous avons choisi.

C'EST POURQUOI :

Je me consacrerai à développer l'EXPANSION ECONOMIQUE ET LE POUVOIR D'ACHAT DE TOUS.

Je me refuse d'accepter ce faux dilemmne, préconisé par certains : RECESSION ou INFLATION.

Une politique d'Expansion peut être poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie, comme l'a démontré clairement l'expérience PFLIMLIN en 1955.

Une **politique d'Expansion** peut seule promouvoir le **progrès social et familial,** de même que la production commerciale et agricole dans le sens de l'intérêt général.

Une politique d'Expansion est seule capable :

POUR NOTRE AGRICULTURE, de lui donner une puissance économique européenne et toute sa place dans notre Economie française. Il faut dans le même temps et rapidement :

— Etablir l'équilibre et la parité entre les prix agricoles et les prix industriels ;
— Procurer aux Agriculteurs la part juste et équitable qui doit leur revenir dans le Revenu National ;
— Maintenir le système des prix d'objectifs et des prix annuels garantis avec correctif d'indexation ;
— Organiser la production en fonction des vocations particulières des différentes régions et des possibilités réelles de débouchés tant nationaux qu'internationaux, ce qui suppose l'organisation des marchés ;
— Développer la formation professionnelle, l'enseignement agricole, définir un Statut de la vulgarisation ;
— Interdire le cumul abusif et toute réunion d'exploitations agricoles dans la mesure où il en résulte la disparition d'une exploitation familiale ;
— Avoir une politique de crédit agricole qui devra donner une priorité pour l'installation des Jeunes Agriculteurs.

POUR LES CLASSES MOYENNES :

— Permettre aux petites entreprises industrielles, artisanales et commerciales de se moderniser et de s'équiper en leur accordant des crédits à taux d'intérêt réduit, tout en simplifiant les formalités pour les obtenir ;
— Faire bénéficier les contribuables de l'expansion économique, en accentuant progressivement la détente fiscale, amorcée par le Décret du 30 avril 1955, **et réaliser enfin une vraie Réforme fiscale ;**
— Octroyer aux Artisans et Commerçants un régime d'Allocations familiales et de Sécurité Sociale, comparable à celui des salariés ;
— Etablir un statut de l'Artisanat permettant entre autres à celui-ci de se développer.

POUR LES TRAVAILLEURS :

— Supprimer les abattements de zones ;
— Instituer un salaire minimum annuel garanti, et la participation aux fruits de la productivité ;
— Garantir, en cas de chômage total ou partiel, une allocation-salaire, telle que la prévoit le projet Paul BACON ;
— Assurer pour la fonction publique, l'application rigoureuse du Statut de 1946.

POUR LES FAMILLES :

— Revaloriser les Allocations Familiales, établir la parité entre tous les régimes ;
— Lutte contre les taudis et construire des logements en quantité suffisante, mais aussi améliorer et moderniser les habitations rurales ;
— Donner à nos Vieux une retraite qui leur assure plus de sécurité ;
— Faire appliquer et améliorer la législation en faveur des Anciens Combattants, Veuves de Guerre, Orphelins, Invalides et Ascendants.

POUR LES JEUNES :

— Réformer notre Système d'Enseignement, afin de l'adapter aux exigences d'une culture authentique, dans le respect des croyances et aux nécessités de la vie actuelle ;
— Promouvoir un statut de l'Ecole, et demander dans l'immédiat l'augmentation de l'allocation BARANGE ;
— Assurer l'avenir des jeunes, par l'orientation et la formation professionnelle, adaptée aux besoins du pays, à leur compétence et à la sécurité de l'emploi ;
— Obtenir les congés culturels et la réforme profonde du Service Militaire, pour faire de celui-ci une école de civisme théorique et pratique au service de la Nation.

Ces grandes idées qui déterminent l'Orientation et l'Esprit de la Politique que nous vous proposons pour notre Pays sont celles également valables pour notre Département et notre Circonscription.

A une Politique Sociale, Agricole et Economique hardie, **il faut promouvoir de toute nécessité** pour notre Circonscription une Politique d'Expansion Industrielle, **axée sur l'utilisation de la main-d'œuvre féminine,** afin que nos filles trouvent sur place l'emploi qu'elles sont obligées pour l'instant d'aller chercher au loin.

Il faut aussi, dès maintenant, mettre en place, **tout un plan d'implantation** pour développer ou compléter, ou augmenter nos industries locales employant une main-d'œuvre masculine.

ÉLECTRICES ET ÉLECTEURS

La solution de tous ces problèmes est entre vos mains. Votre vote du 23 novembre décidera :

— De l'orientation de la Politique française ;
— De l'avenir du Pays ;
— De la vie économique de notre Circonscription.

Celui qui vous représentera à l'Assemblée Nationale doit avoir l'appui d'une confiance large et raisonnée.

PAR CONTRE, il a le **Devoir** de prendre à votre endroit un certain nombre d'engagements.

Il en est un que je tiens à prendre solennellement, c'est de ne jamais participer à cette entreprise de démolition de Gouvernement qui nous a menés au bord de l'abîme.

ÉLECTRICES ET ÉLECTEURS

Parce que vous refuserez la Dictature Communiste, qui mène à Budapest,
Parce que vous écarterez l'Etatisme socialiste et le Conservatisme indépendant,
Parce que vous voulez la Justice sociale,
Parce que vous voulez défendre la Liberté Syndicale, la Liberté d'Enseignement et toutes celles qui nous sont chères,
Parce que vous voulez le Progrès et la Paix,

VOUS VOTEREZ pour une République forte au service de la Nation,
pour une République sociale au service de la Fraternité.

**VOUS VOTEREZ pour faire triompher l'Union contre la discorde,
AVEC VOUS, si vous m'accordez votre confiance, assurés de mon dévouement, de ma loyauté, de mon travail, je servirai notre Pays et notre ANJOU.**

CANDIDAT :

Francis AUDREN
Représentant
Résistant

« Remplaçant éventuel » :

Fernand ANGIBAULT
Ancien Député
Maire de Saumur

Imp. Centrale, Angers